

Paris, le 28 novembre 2025

n° 6511/SG

à

Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les ministres délégués

Objet : Renforcement du rôle et des missions des hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes

Résumé : Afin de renforcer la mise en œuvre de la politique interministérielle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de promouvoir les droits des femmes dans la société française, la présente circulaire précise le rôle, le positionnement et les moyens des hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les ministères, ainsi que les modalités de leur animation en réseau par les services du ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Mots-clés : réseau des hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes, politique d'égalité entre les femmes et les hommes, Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027.

Textes de référence : articles L. 131-1 et suivants, L. 132-1 et suivants, L. 133-1 et suivants, L. 135-6 A et L. 135-6 du code général de la fonction publique, décret n° 2023-1136 du 5 décembre 2023 relatif à la mesure et à la réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans la fonction publique de l'Etat, circulaire du Premier ministre du 23 août 2012 relative à la prise en compte dans la préparation des textes législatifs et réglementaires de leur impact en termes d'égalité entre les femmes et les hommes.

Inscrite dans le corpus juridique national et dans les engagements européens et internationaux de la France, l'égalité entre les femmes et les hommes demeure un combat à poursuivre dans tous les champs de la vie sociale, politique et économique.

La politique d'égalité entre les femmes et les hommes est non seulement portée par des mesures spécifiques, mais aussi et principalement par une approche intégrée dans tous les champs de l'action gouvernementale.

.../...

La volonté du Gouvernement de placer cette politique au cœur de toutes les politiques publiques s'est concrétisée notamment par le lancement du Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027 « Toutes et tous égaux », le 8 mars 2023.

Cette démarche interministérielle, volontariste et structurante, est conduite, sous ma responsabilité, par le ministre chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La mise en œuvre de cette politique n'est possible que grâce à votre mobilisation et à celle de vos services, ainsi qu'à celle portée, en tout premier lieu, par les hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes désignés au sein de chaque administration.

En effet, la circulaire du Premier ministre du 23 août 2012, relative à la mise en œuvre de la politique interministérielle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (NOR : PRMX1231034C), a prévu qu'au sein de chaque ministère, un haut fonctionnaire est chargé de définir et de mettre en œuvre la politique de son ministère en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, tant en matière d'égalité professionnelle que dans l'ensemble des politiques publiques relevant du ministère, dans le cadre des orientations générales du Gouvernement.

En lien avec les services et établissements relevant de leur ministère, ainsi qu'avec des partenaires sociaux et les partenaires extérieurs, les hautes et hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes mènent ainsi une action essentielle, notamment dans la mise en œuvre du Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027 « Toutes et tous égaux ». Afin de coordonner et d'amplifier leur action, les hauts fonctionnaires à l'égalité sont constitués en réseau. Ce réseau est animé par le service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE) au sein de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), dont le directeur général est également délégué interministériel à l'égalité entre les femmes et les hommes, et sous la responsabilité du ministre chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La présente circulaire se substitue à la circulaire du Premier ministre du 23 août 2012 relative à la mise en œuvre de la politique interministérielle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (NOR : PRMX1231034C).

Elle précise le rôle et les missions des hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes dans la mise en œuvre de la politique interministérielle pour l'égalité entre les femmes et les hommes (1), ainsi que leur positionnement et les moyens qui leur sont consacrés (2). Elle établit les modalités d'animation du réseau des hauts fonctionnaires à l'égalité (3).

1. Rôle et missions des hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes

Le haut fonctionnaire à l'égalité entre les femmes et les hommes définit et propose, en lien avec les services des ministères, toutes mesures de nature à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et à garantir l'égal accès aux droits et aux opportunités dès le plus jeune âge. Il prend, sous l'autorité du ministre et avec son appui, toutes initiatives utiles pour favoriser l'implication de l'ensemble des administrations centrales ou déconcentrées et des opérateurs du ministère dans la mise en œuvre de ces politiques, en coordination avec les services du ministre en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes.

.../...

Le haut fonctionnaire est plus particulièrement chargé :

Au titre de la politique interne du ministère :

- de contribuer à l'élaboration du plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes prévu à l'article L. 132-1 du code général de la fonction publique et d'assurer sa mise en œuvre, en lien avec le secrétariat général, les services chargés des ressources humaines du ministère et les partenaires sociaux ;
- de coordonner les travaux permettant de dresser l'état des lieux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein du ministère ;
- d'assurer, en lien avec les services compétents, le suivi des nominations équilibrées aux emplois supérieurs et de direction, et de proposer toutes mesures de nature à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux plus hautes responsabilités ;
- d'assurer au sein du ministère, avec les services compétents, la mise en œuvre de l'index de l'égalité professionnelle défini par le décret n° 2023-1136 du 5 décembre 2023 puis le dispositif mis en place dans le cadre de transposition de la directive européenne du 10 mai 2023 visant à renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes pour un même travail ;
- de coordonner ou de participer aux travaux de labellisation sur l'égalité professionnelle et d'assurer le suivi de sa mise en œuvre en informant régulièrement le ministre en charge de l'Égalité entre les femmes et les hommes ;
- de veiller à la mise en place, au bon fonctionnement et à la bonne articulation avec les activités du ministère, du dispositif de signalement institué par les articles L. 135-6 A et L. 135-6 du code général de la fonction publique ;
- de promouvoir la mise en place d'actions en vue de favoriser une meilleure mixité des recrutements et des emplois au sein du ministère ;
- de favoriser toute action permettant une meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle et familiale des agents du ministère ;
- de veiller, en lien avec les services concernés, à ce que l'ensemble des agents, et en particulier les agents en situation d'encadrement, soient formés à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la prévention des violences sexuelles et sexistes et des discriminations ;
- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions de prévention contre les stéréotypes de genre, les comportements sexistes et les violences sexuelles, et d'en suivre l'exécution.

Au titre des politiques publiques portées par le ministère :

- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie interministérielle pour l'égalité entre les femmes et les hommes, portée par le ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de proposer les outils de cette politique et de coordonner sa mise en œuvre opérationnelle, au sein du ministère, avec l'appui du SDFE ;
- d'élaborer une feuille de route ministérielle en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de promouvoir la prise en compte du principe d'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques portées par le ministère ;
- de coordonner les travaux permettant de dresser l'état des lieux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des politiques publiques portées par le ministère et des secteurs d'activité qu'il recouvre ;
- de contribuer à l'évaluation des politiques publiques mises en œuvre en termes d'égalité entre les femmes et les hommes ;

.../...

- de participer aux réunions semestrielles de suivi des actions mises en œuvre dans le cadre du plan d'action pluriannuel élaboré à l'échelle du ministère, prévu à l'article L. 132-1 du code général de la fonction publique afin de présenter un point d'avancement sur l'ensemble des travaux menés au sein du ministère ;
- de participer aux réunions semestrielles de suivi des actions mises en œuvre dans le cadre du Plan égalité entre les femmes et les hommes organisées par le ministre en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes afin de présenter un point d'avancement sur l'ensemble des travaux menés au sein de votre ministère dans son périmètre d'action ;
- de promouvoir avec les services concernés le conditionnement des financements publics à l'égalité femmes-hommes et à la mise en place d'actions la favorisant, dans les marchés publics et dans l'attribution des subventions publiques ;
- de mettre en œuvre une démarche intégrée dans les procédures budgétaires, notamment dans la participation du ministère au document de politique transversale « Politique d'égalité entre les femmes et les hommes » ou de tout document qui pourrait le remplacer, piloté par le SDFE et la direction du budget, et annexé chaque année au budget de l'État, et dans les travaux de mise en œuvre de la budgétisation intégrant l'égalité ;
- de favoriser l'implication des services déconcentrés, des opérateurs et des postes diplomatiques et consulaires du ministère dans la mise en œuvre des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes à chaque niveau pertinent. Pour ce faire, le haut fonctionnaire à l'égalité entre les femmes et les hommes participe à l'animation des réseaux de référents égalité des administrations ;
- de contribuer à la diplomatie féministe de la France dans le périmètre du ministère et sous la coordination du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et de suivre, en lien avec le ministère en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes et la direction européenne et internationale du ministère, la contribution de celui-ci à la définition et à la mise en œuvre de politiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et des droits des femmes aux niveaux européen et international ;
- de favoriser toute opération de communication en vue de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et de prévenir les violences sexuelles et sexistes, en étant attentif à la production d'une communication non stéréotypée.

2. Positionnement et moyens d'action des hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes

Le haut fonctionnaire à l'égalité entre les femmes et les hommes dispose d'une expertise ou d'une expérience en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Il relève du haut encadrement ministériel.

Il est nommé par arrêté et dispose d'une lettre de mission élaborée conjointement avec le ministre de l'égalité entre les femmes et les hommes qui définit précisément son champ d'actions. Il rend compte directement ainsi qu'au ministre de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Il doit être en mesure d'animer des échanges avec les directeurs et directrices des ministères, en participant le cas échéant aux instances idoines, et de faire appel à l'ensemble des services de votre ministère. Pour cela, il est placé directement auprès de vous ou au plus haut niveau pertinent.

Il anime des échanges avec les directeurs et directrices des ministères, en participant le cas échéant aux instances idoines, et peut faire appel à l'ensemble des services du ministère.

.../...

En fonction de l'organisation du ministère, il peut cumuler ses fonctions avec celles du haut fonctionnaire à la diversité ou du haut fonctionnaire à l'inclusion et au handicap.

Vous serez attentifs à garantir une bonne articulation des fonctions de votre haut fonctionnaire et son association aux travaux de votre ministère pouvant le concerner, afin d'assurer l'efficacité de ses missions.

Vous mettrez à la disposition du haut fonctionnaire les moyens nécessaires à son action.

3. Animation du réseau des hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes

L'animation du réseau des hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes est assurée par le SDFE, au sein de la DGCS, sous la responsabilité du ministre chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le réseau est réuni au moins deux fois par an sous la présidence du ministre chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, et au moins trois fois par an à l'initiative du SDFE.

Le réseau des hauts fonctionnaires à l'égalité entre les femmes et les hommes peut être amené en tant que de besoin à collaborer avec le réseau déconcentré des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes, également animé par le SDFE, notamment dans le cadre de la déclinaison territoriale de la politique d'égalité.

Les hauts fonctionnaires à l'égalité étant pour certains d'entre eux également chargés de la diversité, le SDFE et les directions en charge de l'animation du réseau des hauts fonctionnaires à la diversité veilleront à la bonne articulation de leurs actions.

* * *
*

Je sais pouvoir compter sur votre engagement afin de renforcer la mise en œuvre de la politique interministérielle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, facteur essentiel de progrès et de transformation de la société française.



Sébastien LECORNU